QUINZOMADAIRE LIBRE ET INDÉPENDANT

Society

Didier Raoult
reportage chez le roi de Marseille

Premiers de cordée
ceux qui bossent pour tous

Olivier Véran
raconte la tempête

Drogue, deal & confinement
la République en manque

Hôpitaux
"On doit se préparer au pire"

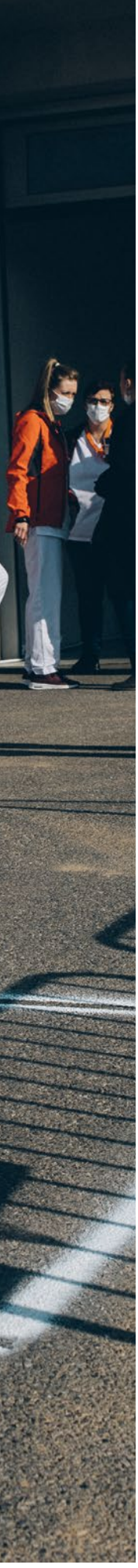
35 boulevard Carnot, Saint-Denis
histoire d'un immeuble (presque) à huis clos

Esther Duflo
la crise qui vient, par la prix Nobel d'économie

DU 2 AU 15 AVRIL

M 04887 - 128 - F: 3,90 €

“Le coronavirus est un liquide, et l’hôpital une bouteille qui doit le contenir…”



...et les Alpes-de-Haute-Provence ont une "toute, toute petite bouteille".

PAR BENJAMIN CARLE, À SISTERON, DIGNE-LES-BAINS ET MANOSQUE
PHOTOS: THÉO GIACOMETTI POUR *SOCIETY*

Lundi 27 janvier
Sisteron

C'était avant le confinement, avant de savoir que le pangolin a des écailles, avant la distanciation sociale. En fait, c'était avant que les habitudes ne changent. Ce soir-là, pour le 31e lundi consécutif, une centaine de personnes se retrouvent au compte-gouttes devant l'entrée des urgences de Sisteron. Des représentants syndicaux de la CGT provoquent l'ouverture de la porte coulissante de l'hôpital en se claquant une bise sonore que le détecteur de mouvement ne laisse pas passer. La maire d'Entrepierres, une commune voisine, serre quelques mains, son écharpe tricolore autour du cou, pendant que trois femmes se montrent les nouvelles inscriptions au dos de leurs gilets jaunes déjà bien remplis. À 19h, la sono et le cortège se mettent en marche. Avec 30 répétitions dans les pattes, tout le monde connaît le parcours: il passe d'abord devant la mairie ; tout droit au rond-point de La Poste ; puis à droite, dans la rue piétonne et commerçante ; avant un demi-tour pour entrer dans le tunnel creusé sous la butte de la citadelle, moment fort de chaque manifestation. C'est ici que sont craqués les fumigènes et que résonne le mieux l'unique slogan de la foule: *"Ré-ou-ver-ture des urgences de nuit!"*

Trente et un lundis que ça se passe comme ça parce qu'à Sisteron, les urgences ferment la nuit depuis qu'en juillet, un soignant s'est mis en arrêt maladie pour burn out. Alors que la situation était déjà tendue, que le personnel manquait ou enchaînait les gardes, une personne en moins a empêché les urgences de tourner, alors la direction a décidé de les fermer la nuit, "temporairement". Sept mois plus tard, sur les murs de l'hôpital, les informations pratiques sont lapidaires: "Ouverture des urgences 7jours/7 de 8h30 à 20h30." *"C'est ça qu'on dénonce*, rappelle Cédric Volait, coordinateur de la CGT PACA. *Des horaires de supermarché. Qu'est-ce que ça veut dire de ne pas ouvrir la nuit? Qu'à Sisteron, on ne peut tomber malade ou faire un infarctus que le jour?"* Les habitants parlent ici de déclassement, du sentiment d'être des demi-citoyens, mais pour une mère de famille qui vit dans un village éloigné, au-dessus de Sisteron, il n'y a pas d'abstraction, que des chiffres. *"Pour ma famille, ça veut dire une heure quinze de route en cas d'urgence la nuit." "Personnellement, je fais des calculs rénaux,* s'excuse presque un autre habitué du rassemblement. *Ces urgences, j'y suis déjà venu la nuit. Quand vous ne pouvez plus marcher, que vous êtes au bord de tomber dans les pommes, vous êtes bien content de les trouver ouvertes. Je me demande ce qui me serait arrivé si j'avais dû rouler 45 minutes de plus, pour aller à Gap ou Manosque!"* Au milieu de la foule, Hugues Breton, un urgentiste d'une trentaine d'années qui travaille à l'hôpital de Digne, est venu soutenir le mouvement, son bébé dans les bras. Parfois, la nuit, au standard du SAMU, il reçoit des appels d'habitants de Sisteron qui pourraient être pris en charge ici mais que l'on vient chercher pour les amener ensuite à Digne. Une situation scandaleuse, pour lui: *"Ce qu'il faut avoir en tête, c'est que les chances de survie en cas d'urgence dans les Alpes-de-Haute-Provence sont plus faibles que dans les Bouches-du-Rhône. Et c'est très frappant ici, à Sisteron. Pour changer ça, il faut non seulement que les urgences ouvrent 24h/24, mais aussi qu'elles aient un fonctionnement normal. Ça ne peut pas être quatre murs avec écrit 'Urgences' dessus."* Si les lettres rouges sont toujours présentes sur l'avancée du préau, il n'est plus écrit que la fermeture est temporaire. Le mot a été barré par le collectif. *"Au début, on nous avait dit qu'elles fermeraient quinze jours, puis un mois, puis deux...* énumère Philippe Antoine, l'un des organisateurs des manifestations du lundi. *Alors nous, la semaine prochaine, on sera là."* Le 32e lundi, ils dénonçaient les déserts médicaux. Le 34e, ils sont venus en surblouse blanche, *"pour faire la chasse au 'macronavirus'"*. Le 16 mars, la manifestation a été annulée.

Vendredi 20 mars
Sisteron

Le tunnel n'amplifie plus que le silence de la ville. Une vieille dame, masque "pas FFP2" sur le visage, entre dans la boucherie, l'une des rares boutiques de la rue commerçante encore ouvertes. La Poste est fermée jusqu'à nouvel ordre et le grand parking de la mairie est vide. Sur son tracteur, un paysan passe devant les urgences et un enfant qui en sort avec un plâtre au poignet. Derrière lui, rien n'a changé depuis le début du confinement. Enfin, si: de nouvelles affiches sont collées sur les portes, à côté de celle des horaires: "Si vous toussez, allez au standard et mettez un masque (dans le sas à droite)." Et le bâtiment paraît encore plus désarmé pour faire face à l'actualité. Pourtant, c'est là que s'est présentée –en journée– une habitante de Sisteron de 59 ans, le premier cas de Covid-19 du département. Elle a rapidement été transférée à Gap, dans les Hautes-Alpes voisines, à l'hôpital référent

du Groupement hospitalier de territoire (GHT) des Alpes du Sud dans la gestion de l'épidémie. Les GHT sont nés en 2016 avec la loi de modernisation du système de santé. L'idée de cette réforme, côté ministère de la Santé: "Mutualiser les moyens de plusieurs établissements publics de santé sur un même territoire afin d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité de toutes les populations." Traduction faite par Cédric Volait et les syndicats: *"Fusions d'établissements, de services, comme dans l'industrie à l'époque. Il y a un intérêt comptable car ça permet de n'avoir plus qu'une cantine, qu'un service de paye ou de blanchisserie. L'objectif d'un point de vue budgétaire, c'est qu'un plus un fassent moins de deux."* À Sisteron, l'intégration de l'hôpital dans ce GHT est une nouvelle étape de la "rationalisation de l'offre de soins". Une logique construite sur une flopée de rapports d'experts suivis, ou pas, de réformes de l'hôpital public, et qui a commencé à être appliquée ici dès 1996 avec la fermeture de la maternité. Ensuite, les blocs opératoires et le service de chirurgie ont été transférés à Gap. Les services d'ORL et d'ophtalmologie ont été arrêtés. Et en 2018, c'est le service de cardiologie qui a fermé. Avec, à chaque fois, des complications et des kilomètres en plus

"En dix ans, on considère qu'on a perdu l'équivalent de deux villages de 100 habitants. C'est insupportable"

François Pellarey, président du Collectif pour une réanimation à Manosque, à propos des conséquences du manque d'infrastructures

pour les habitants et habitantes. Qu'ils ou elles doivent conduire ou être conduit(e)s à Gap après un incident cardiaque ou qu'elles doivent accoucher dans l'ambulance sur la route entre Sisteron et Manosque. Des arguments que l'ARS (Agence régionale de santé) a toujours minimisés en nombre, ou relativisés en gravité. C'est vrai qu'une naissance en bord de route peut devenir une bonne anecdote de famille, quand elle se passe bien. Pourtant, ce déshabillage de l'hôpital de Sisteron a très vite alerté les élus locaux. En 1994, anticipant la fermeture de la maternité, le sénateur d'alors, Fernand Tardy, prenait la parole à la chambre haute et avertissait: *"C'est un démantèlement total qui est en cours. En appliquant les directives nationales à des régions peu peuplées où l'habitat est dispersé, on se prépare à exclure les ruraux des services de santé, notamment d'urgences."* Vingt-cinq ans plus tard, interrogé par France 3 au moment du transfert de la cardiologie, le maire de Sisteron, Daniel Spagnou (réélu au premier tour pour un septième mandat le 15 mars dernier), actait à son tour cet effeuillage de moins en moins pudique: *"On va se retrouver, comme le veut le gouvernement, avec des EHPAD un peu partout et un seul hôpital avec tous les services pour le département."*

Samedi 21 mars
Digne-les-Bains

Depuis que le nombre de lits en réanimation est devenu à la fois la clé de la réponse au coronavirus et l'information qui inquiète tout le pays, cet hôpital avec tous les services, dans les Alpes-de-Haute-Provence, c'est celui de Digne-les-Bains. Ce dimanche, devant les urgences, une tente sert de poste médical avancé. Elle est occupée par des soignants entièrement recouverts de blanc (surchaussures, surblouses, masques-lunettes et charlottes), chargés de diagnostiquer les arrivants. Sous le soleil et au pied d'une colline de pins, le calme règne. *"Dans le 04, on en était jeudi* (19 mars, ndlr) *à treize cas positifs identifiés, dont quatre sont hospitalisés à Digne"*, recense Hugues Breton, le délégué départemental de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) présent lors de la manifestation à Sisteron. Quoi qu'il arrive, le Covid-19 va probablement très vite remplir les six lits de réanimation du département. Six lits, c'est peu. C'est même en dessous de la capacité minimale fixée dans la loi par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui dispose qu'un service de réanimation doit être constitué d'au moins huit lits. Alors si aujourd'hui le service est en fonction, c'est sur dérogation de l'ARS. Compter les lits et les consommables, comme on fait l'inventaire de ses munitions en attendant le combat, n'est jamais très rassurant. Hugues Breton est anxieux, et pas seulement à cause du virus. *"Pendant l'épidémie d'Ebola, je craignais pour ma vie. Avec le Covid-19, c'est différent. J'ai peur de l'infrastructure."* En Chine, en Italie, en France, à Digne, les taux de propagation et de mortalité du virus sont connus. Face à tous ces pourcentages qui ne varient qu'à la marge, la seule inconnue, c'est la réaction de l'hôpital. *"Le coronavirus, c'est un liquide,* met encore en image Hugues Breton. *Et l'hôpital, c'est une bouteille qui doit contenir ce liquide. Et nous, ici, on a une toute, toute petite bouteille."* Une question de taille qui avait déjà poussé les quatorze médecins urgentistes à se mettre en grève à l'automne dernier pour donner l'alerte. Au début de l'hiver, ils faisaient même remonter leur inquiétude face à la propagation de la grippe saisonnière. *"On subit un fonctionnement 'dans la moyenne'*, explique Hugues Breton. *Sauf qu'en cas de pandémie, et plus généralement aux urgences, on ne peut pas fonctionner dans des moyennes, on doit se préparer au pire."*

Manosque

Ce fonctionnement sur la base du taux d'occupation des lits ou du nombre d'entrées aux urgences touche Sisteron ; Digne, donc, dont le service de réanimation était sur la sellette au début des années 2000 ; et aussi Manosque, la plus grande ville du département. La plus dynamique aussi, même si ces jours-ci, ce n'est pas flagrant. Les boulangeries donnent bien l'impression d'être pleines, mais c'est à cause des distances de sécurité, matérialisées au sol par de l'adhésif de déménagement. Et aussi parce que certains masques étouffent les voix: les commerçants doivent tout répéter deux fois. Dans les petites rues du centre-ville, complètement vides, un chien enchaîne les tours de balcon. La seule porte ouverte est celle de l'hôtel François 1er, où le réceptionniste à l'œil gauche gonflé n'attend personne. *"On n'a que des annulations. Là, on est deux dans l'hôtel."* Pour limiter la consommation électrique, il a débranché les télés de toutes les chambres. Mais depuis ce matin, il est un peu rassuré: opéré de la cornée il y a peu, il va pouvoir se faire retirer ses fils. *"Les interventions non urgentes sont annulées mais comme c'est encore calme ici et que j'ai quand même 30 de tension dans l'œil, j'y vais mercredi."* À Manosque? *"Non, à Toulon… Je ne sais pas si c'était possible à Manosque."*

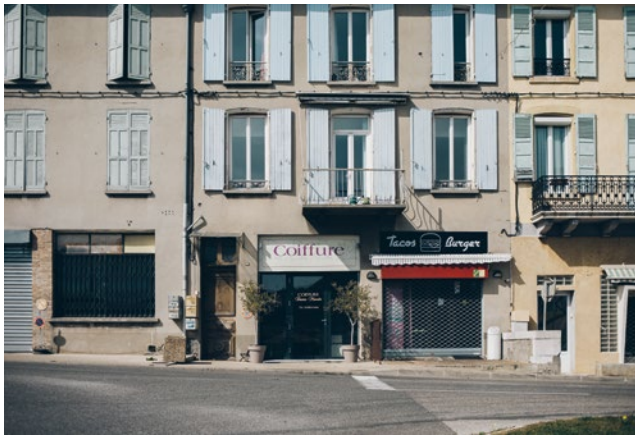
Il y a pourtant aussi un hôpital à Manosque, il fêtera même ses dix ans le 1er avril. Un gros projet à 80 millions d'euros qui a permis de doubler le nombre de lits par rapport à l'ancien bâtiment, mais pas d'installer de service de réanimation. Pour certains habitants, comme Jean-François Pellarey, le compte n'y est pas. Le président du Collectif pour une réanimation à Manosque semble bien embêté par l'application des gestes barrières. Comme pour s'excuser de ne pas pouvoir montrer son hospitalité méridionale par ses gestes, il propose trois sortes de café et deux d'eau. *"En 2008, quand on a découvert les plans de l'hôpital, on a remarqué qu'il n'y avait pas de réanimation,* resitue-t-il ensuite. *Alors, on s'est organisés pour dire que dans ce bassin de santé de près de 80 communes, c'était nécessaire. Avec les mêmes chiffres que l'ARS, on a démontré qu'ici, tous les ans, 350 personnes se retrouvent dans un état de santé qui relève de la réa'."* Pour emporter l'adhésion, le collectif publie des témoignages de familles de patients qui n'ont pas pu être accueillis, ou de façon insuffisante, à Manosque. Et d'autres qui ont été transférés trop tard, notamment à Marseille. *"Puis en 2012, on a trouvé un autre argument."* Il ouvre une épaisse chemise de documents et en sort une étude du CHU de Poitiers intitulée "Mortalité accrue chez les patients admis en retard en réanimation". *"Si une personne relevant de la réanimation n'est pas prise en charge dans la demi-heure, les chances de décès augmentent de 40%*, lit-il, quasi de mémoire. *Sauf qu'à Manosque, on est à plus d'une demi-heure du premier service, que ce soit celui de Digne ou celui d'Aix-en-Provence... Alors derrière, nous, on a fait les calculs."* Le résultat donne une projection de 20 décès annuels à cause de l'absence de service de réanimation. *"En dix ans, on considère qu'on a perdu l'équivalent de deux villages de 100 habitants comme il y en a beaucoup ici. C'est insupportable. On n'est pas traités de façon équitable."* Le collectif n'a pas été entendu et tout le monde s'accorde à dire qu'il manque aujourd'hui des lits en réanimation dans le bassin de santé de Manosque. Onze selon l'association, sept selon l'IGAS, "au moins six" selon la CGT et quatre selon l'ARS: un débat de comptables et d'idéologie, en temps de paix. Depuis que *"nous sommes en guerre"*, forcément, c'est encore plus. Jean-François Pellarey remonte la fermeture de sa polaire rouge: *"Si on avait été entendus, on ne se retrouverait pas à ouvrir des lits pour le virus."*

"On est au moment du tsunami où, avant que la vague n'arrive, la mer se retire. On en profite pour s'organiser, mais on est sûrs de prendre la vague"

Franck Pouilly, directeur du GHT des Alpes-de-Haute-Provence

On peut disserter sur le nombre de lits manquants, mais quand il s'agit de rubalise, à l'hôpital de Manosque, on voit large. Elle entoure les pylônes en béton de la structure, le panneau d'information, avant les portes d'entrée, et elle permet surtout de délimiter un périmètre des urgences élargi, devenu le centre névralgique de

Dans la ville désertée de Sisteron, au temps du confinement.



L'hôpital de Digne-les-Bains se prépare à la vague.

Les habitants de Sisteron mettent parfois plus d'une heure pour rejoindre l'hôpital le plus proche.

l'hôpital. Les actes chirurgicaux ont été déprogrammés, le bloc opératoire est disponible, et il n'y a plus de consultations externes. Comme à Digne, devant l'entrée des urgences, les pompiers ont installé deux barnums et une longue tente blanche. À l'intérieur, un poste informatique protégé par du plexiglass et un lit pour les premières observations. Un homme d'une cinquantaine d'années s'arrête devant le "STOP" proprement calligraphié à la peinture blanche sur le sol –et qui était plutôt destiné aux véhicules. Invité à avancer, il égrène ses symptômes. *"J'ai des maux de gorge. Une sensation d'engourdissement dans les mains et des coups de froid."* Le patient ressort derrière une infirmière en runnings bariolées. *"Le bracelet!"* s'emporte un pompier. *"Non, mais il est pas Covid, lui..."* Ici, tout est prêt pour accueillir les patients atteints par le Covid-19. Ne reste plus qu'à attendre que tempête arrive. Alors que deux infirmières réalisent un selfie masqué, Franck Pouilly arrive sur le parking. Il est le directeur du GHT des Alpes-de-Haute-Provence, qui regroupe 19 établissements, des EHPAD, des EPS (établissements publics de santé) et les deux centres hospitaliers de Digne et Manosque. *"On est au moment du tsunami où, avant que la vague n'arrive, la mer se retire,* explique-t-il. *On en profite pour s'organiser, mais on est sûrs de prendre la vague."* La comparaison à peine terminée, une soignante l'interrompt. *"Les ambulanciers nous demandent si on donne des masques. –Non, on n'en donne pas, mais vous pouvez dépanner."* Il en a reçu 44 000 pour tout le département hier soir, et ce n'est qu'un élément de la logistique anti-Covid19. *"Depuis dimanche à 6h35, ce n'est plus le même hôpital."* En moins d'une semaine, les Alpes-de-Haute-Provence sont passées de six à 19 lits de réanimation. *"J'étais sur une nationale,* résume Franck Pouilly, *j'avais du mal à aller à 80 et là, d'un coup, je passe à 130 avec l'objectif de tenir... Je ne sais pas si ce sera suffisant, mais c'est tout ce qu'on peut faire."* S'il manque encore quelques consommables qui devraient arriver et la mise en place d'une réserve sanitaire, le virus a fait apparaître en quelques jours et comme par miracle les services réclamés depuis dix ans par le mouvement du Collectif pour une réanimation à Manosque. Mais cela n'a pas vocation à durer, prévient le directeur du GHT. *"C'est de la réanimation de guerre, là! On a complètement baissé notre niveau d'exigence et de respect des normes. En temps normal, je n'ai même pas la place pour de la réanimation, ou alors il faudrait une extension",* poursuit-il, en montrant du bras un champ dans la continuité du bâtiment. Un espace vide, où personne n'a encore fait l'effort de se projeter. En se retournant, Franck Pouilly finit d'écraser un des nombreux mégots de cigarette qui jonchent le sol et que les soignants fumeurs vont continuer d'amonceler dans les prochains jours.

"Je ne vois pas comment cet épisode pourrait ne pas forcer l'institution à reconnaître sa défaillance, à admettre que l'hôpital ne peut pas fonctionner en flux tendu"

Hugues Breton, urgentiste à Digne-les-Bains

Digne-les-Bains

À Manosque ou Sisteron, dans tout le 04, sur ce territoire où les choix de l'hôpital public se sont historiquement traduits par une offre de services moins-disante pour la population, le Covid-19 pourrait, encore plus qu'ailleurs, agir comme un révélateur. *"On sent que ça mijote,* hume l'urgentiste Hugues Breton. *On se demande ce qu'il y a dans la marmite. On ne le saura que dans quinze jours, quand on lèvera le couvercle. Mais je ne vois pas comment cet épisode pourrait ne pas forcer l'institution à reconnaître sa défaillance, à admettre que l'hôpital ne peut pas fonctionner en flux tendu."* Après tout, Emmanuel Macron n'a-t-il pas affirmé, lors de sa première allocution présidentielle, que *"la santé gratuite, sans condition de revenu, de parcours ou de profession, et notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe"*? Soit tout l'inverse d'une politique de déshabillage de l'hôpital public dont Sisteron a tellement vu les effets que son hôpital est aujourd'hui bien nu. *"Il n'y a plus de plateau technique, comme ils disent, les urgences de nuit sont fermées depuis plus de huit mois,* observe le manifestant des lundis Philippe Antoine. *On a vidé tout l'hôpital, les gens prennent forcément l'habitude d'aller directement à Gap ou à Digne."* Alors, comme pour la maternité il y a 25 ans, le risque, c'est que les chiffres de fréquentation de l'année viennent "valider" une politique déjà choisie par ailleurs: pourquoi ne pas fermer définitivement un hôpital où plus personne ne va? En septembre dernier, Agnès Buzyn lançait le "pacte de refondation des urgences", "pour écrire ensemble un nouveau chapitre dans l'histoire de nos services d'urgences". Avec, comme point d'appui, un rapport d'experts remis en décembre à la ministre, alors que l'épidémie couvait déjà à Wuhan. On y trouvait 28 recommandations pour améliorer l'amont et l'aval des urgences. Et parce qu'à Sisteron on a l'habitude de ce langage, la recommandation numéro 24 était limpide: "Définir une organisation plus graduée reposant sur des services d'urgences mieux adaptés aux fluctuations d'activité, avec possibilité d'antennes d'urgences ouvertes sur une partie des 24 heures." Trois mois plus tard, Agnès Buzyn assurait au *Monde* avoir quitté son ministère en pleurant, parce qu'elle savait *"que la vague du tsunami était devant nous"*. ● TOUS PROPOS RECUEILLIS PAR BC